

Conseil national – 1^{er} décembre 2017

Rapport – Isabelle De Almeida

Cher·e·s camarades,

Nous nous réunissons aujourd'hui avec comme principal objectif de mettre en place le dispositif d'animation pour préparer le congrès, tout en respectant la feuille de route décidée le 18 novembre et convoquer notre congrès.

Comme le précisait Pierre Laurent, l'assemblée des animateurs et animatrices du 18 novembre a été un événement : c'est la première fois que nous procédons ainsi pour lancer la préparation d'un congrès : une consultation des communistes avec plus de 20 000 communistes qui s'y sont impliqués, et avec plus de 930 animatrices-teurs du Parti réunis pour prendre connaissance de la synthèse et enrichir les propositions.

Comme nous y invite Gilles Ravache dans *CommunisteS* cette semaine, sachons apprécier la culture du débat, la culture démocratique des communistes, dans un climat entretenu de discrédit envers les partis politiques ou quand, dans certaines formations, ce sont des pratiques de prises de décisions très centralisées malgré des consultations.

Les retours que nous avons eus des responsables départementaux, des sections, expriment une certaine satisfaction sur ce processus, sur la consultation à l'assemblée et sur la feuille de route qui en a émané. Déjà, des demandes nous arrivent sur : « Maintenant comment se met-on au travail ? » pour lancer dans les sections et les fédérations la mise en œuvre des décisions prises. Tant mieux, car cela indique que les communistes, les animateurs du Parti veulent impulser, s'impliquer dans les actions, les expérimentations, les réflexions, le débat que nous avons maintenant devant nous dans cette 2^e phase.

Aussi, cela nous confère, à nous dirigeants nationaux la responsabilité de coordonner et d'impulser, d'animer tout ce travail en tenant compte :

- Tout d'abord, considérer que le calendrier et la méthode décidée le 18 novembre sont le cadrage de notre préparation de congrès ;
- Des attentes des communistes exprimées dans la consultation, et maintenant pour l'animation des thématiques et des chantiers ;
- Que nous visons à mettre un maximum de camarades en capacité de participer, d'être acteurs du congrès, ce qui implique pour nous, direction nationale, d'être à disposition des fédérations, des sections pour aider, animer.

Le 18 novembre, nous avons décidé, je cite « *d'intensifier dans tous les domaines la contestation de la politique du pouvoir Macron et de construire dans les luttes, les bases d'une politique alternative.* »

Nous sommes au combat, les communistes sont au combat, comme le montrent toutes les initiatives prises dans cette période par les militants dont les fêtes départementales ou régionales qui se sont tenues dans le Rhône, en Normandie et en Bretagne, les batailles de nos

parlementaires, des élu-e-s locaux pour contrer la politique gouvernementale et faire valoir d'autres solutions.

Et nous menons ce combat dans une période politique et sociale particulière et contradictoire : d'une part, Macron met en place son projet de société au service de la finance de manière très cohérente et en avançant vite tout en poursuivant son projet de recomposition politique et, d'autre part, il n'a pas de majorité populaire soutenant sa politique.

Chaque semaine, ce sont de nouvelles annonces qui nécessitent de notre part de bien en mesurer les enjeux pour anticiper et organiser la riposte.

J'en citerai quelques-unes :

- la réforme de l'université présentée en conseil des ministres qui va à terme accélérer la sélection, certes déguisée, y compris par le manque de moyens alloués à l'enseignement supérieur et plus particulièrement à l'université ;
- les budgets d'austérité de la nation comme celui de la Sécurité sociale assumés par le gouvernement contre lesquels nos parlementaires ont bataillé et s'opposent. Je ne développe pas, vous avez eu des notes sur ce point ;
- un projet pour les collectivités locales aussi bien sur leur périmètre, leurs prérogatives, une réforme de la fiscalité locale annoncée pour 2019 qui risque de bouleverser notre démocratie locale comme l'ont exprimé Patrice Bessac et l'Anecr ,
- un plan de soutien à l'industrie dévoilé par le Premier Ministre, uniquement fondé sur les exigences de la finance et du grand patronat, avec des promesses de cadeaux fiscaux et sociaux, un soutien financé par les ventes des actions et participations de l'État pour 10 milliards d'euros. Donc, aucune ambition, aucun investissement massif pour développer l'industrie ;
- une réforme de l'action publique en 2018, via une consultation des usagers et des agents et les travaux du comité d'action publique 2022 qui n'a qu'un seul objectif : la réduction des dépenses publiques avec à la clef la transfert de services publics au privé et une diminution de 50 000 postes dans les effectifs de l'État.

Sur ces deux derniers points, industrie, et action publique, la feuille de route du gouvernement, c'est essentiellement la reprise du rapport Attali que Macron connaît parfaitement bien.

Il n'y rien de neuf, dans les solutions de ce soi-disant « nouveau monde », si ce n'est que l'entreprise de recomposition politique se poursuit et marque des points. À gauche, c'est la nomination d'un député PS, Olivier Dussopt, comme secrétaire d'État à la Fonction publique à Bercy, et à droite c'est l'adhésion à LREM de deux membres du gouvernement (Darmanin et Lecornu) et du député T. Solère, tous trois ex LR, et c'est la création par des élus de droite, les « Constructifs », d'un parti, « Agir », comme force de proposition et non d'opposition à Macron.

Une recomposition politique que Macron veut aussi poursuivre dans le cadre des élections européennes, en dépassant le clivage droite/gauche pour instaurer un clivage européistes contre les eurosceptiques.

La campagne est donc engagée, il nous faudra travailler à faire exploser ce choix binaire offert aux peuples entre l'UE libérale et le repli nationaliste et à réussir à développer notre vision d'un projet européen progressiste.

Nous ne partons pas de rien, nous avons tenu une Convention sur cette question, mais il nous faut certainement, au regard de la nouvelle situation, préciser notre projet.

À ce sujet, Macron et le Premier ministre ont consulté les partis politiques dont le nôtre sur le mode de scrutin. Nous nous sommes exprimés en faveur de listes nationales à la proportionnelle avec un seuil de 3 % et avons demandé de faire valoir l'augmentation du nombre d'eurodéputés dû à la France en raison de sa démographie et de la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni.

Concernant les conventions démocratiques que le Président veut organiser pour, je le cite, « Refonder l'Europe », nous y sommes ouverts si elles peuvent réellement permettre une large consultation des Français et avons avancé plusieurs propositions dans ce sens.

Cette semaine, Édouard Philippe a annoncé un projet de loi proposant le retour à des listes nationales à la proportionnelle avec un seuil de 5 % pour avoir des élus (nos groupes à l'Assemblée et au Sénat proposeront de baisser ce seuil à 3 % comme dans 19 autres pays européens) et 3 % pour que la campagne soit remboursée.

C'est dans cette période d'instabilité politique que la plupart, quasiment toutes les formations politiques tiennent leurs congrès ou conventions pour définir leur positionnement politique, et leur organisation.

Quelques mots sur chacune.

En Marche a tenu son congrès le 18 novembre avec essentiellement la mise en place officielle du conseil national, composé de 750 membres, en grande majorité d'élus de grandes collectivités locales et de parlementaires et de 25 % d'adhérent-e-s tiré-e-s au sort. Sans suspense, C. Castaner a été élu secrétaire général ainsi que la liste pour le bureau exécutif qui le soutenait. En bref, le message de cette journée a été de donner comme mission aux animateurs locaux et adhérents de défendre, expliquer la politique gouvernementale.

LR, après avoir lancé une consultation des adhérents et des ateliers de la refondation, va tenir son congrès les 10 et 17 décembre, dans un climat de division sur le fond et de choix du futur président. 3 candidats sont en lice, dont L. Wauquiez qui semble le mieux placé.

Le FN, lui aussi, consulte ses adhérents et va tenir son congrès début mars avec l'ambition de reconstruire le mouvement frontiste, dans une période de divisions (création des Patriotes) et de recherche de positionnement.

Le PS tiendra finalement son congrès début avril, après une consultation de ses adhérents, marquée par très peu de participation, et des forums de la refondation. Un parti en crise sur le fond et pleinement percuté par l'opération de recomposition politique de Macron. Le débat sur le ou la futur-e premier-e secrétaire est lancé, plusieurs noms circulent.

Le M1717 lancé par B. Hamon, va tenir son congrès de fondation demain 2 décembre, après avoir consulté ses soutiens.

À ce sujet, le PCF y est invité et trois camarades, Patrice Bessac, président de l'Anecr, maire de Montreuil, et Sébastien Jumel, député et porte-parole du groupe, s'y rendront, accompagnés de Christophe Arnaudy, secrétaire fédéral de la Sarthe.

La FI a tenu sa convention le week-end dernier après un processus de contributions et de vote, de tirage au sort de 80 % des participants pour décider :

- de trois campagnes nationales : lutte contre la misère, sortie du nucléaire et lutte contre l'évasion fiscale ;
- du fonctionnement et des principes de l'organisation qui se revendique être un mouvement pour l'humanisme politique avec des espaces nationaux, non élus, qui forment la colonne vertébrale de FI et des groupes d'action locaux définis et validés selon une charte qui a été votée. Ceux-ci ont pour tâche principale de mener les 3 batailles décidées et d'agir sur des problèmes locaux et concrets sur le principe de l'auto-organisation. Une assemblée représentative va être mise en place avec 50 % de membres tirés au sort, et 50 % étant les équipes nationales désignées.

FI se positionne comme seule force d'opposition à Macron, refusant toute relation avec les autres forces de gauche, niant leur existence, pas plus qu'elle n'évoque les forces de droite et d'extrême droite dans le paysage politique.

C'est sur cet affrontement avec Macron que FI se positionne pour les élections européennes, voulant en faire une sorte de référendum et annonçant une liste FI.

Ensemble ! va tenir son assemblée générale ce week-end à Nanterre pour décider, entre autres, des suites de sa consultation interne où aucune option n'a été dégagée clairement quant à son positionnement par rapport à FI. Nous y sommes invités et plusieurs camarades s'y rendront, Elsa Faucillon, membre du CN, secrétaire départementale des Hauts-de-Seine et députée, Pierre Ouzoulias, sénateur des Hauts-de-Seine, et Hugo Pompougnac, secrétaire de la section de Nanterre.

Nous l'avons déjà souligné, il n'y a pas dans le pays d'adhésion à la politique de Macron, et des luttes, des mobilisations multiples se développent localement et nationalement.

Hier, c'était grève et manifestation nationale à Bercy à l'appel de l'intersyndicale d'Alstom pour la sauvegarde de tous les sites. Une délégation de notre Parti y était présente.

Demain, c'est la 15^e manifestation contre le chômage et la précarité, à l'appel des organisations de chômeurs. Nous appelons à y participer.

Le 9 décembre, c'est l'appel du collectif APL à se mobiliser dans plusieurs villes de France pour le logement social.

Hier, c'était aussi l'appel des organisations de jeunesse pour des moyens pour l'enseignement supérieur, refusant la mise en place d'une sélection à l'entrée en licence.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, a pris une ampleur inédite cette année, du fait du mouvement mondial de libération de la parole des femmes contre les agressions sexuelles.

D'une part, les mobilisations dans le pays ont été plus nombreuses sous diverses formes et, d'autre part, le Président a dû prendre en considération ce mouvement en annonçant un plan de lutte et certaines mesures.

Certes, le budget qu'il annonce n'est pas à la hauteur de l'enjeu, c'est pourquoi, dans la conférence de presse que nous avons tenue avec Pierre Laurent, Laurence Cohen et Hélène Bidard, nous avons donné plusieurs pistes de politiques publiques : de prévention, d'accompagnement, d'accueil qui nécessiteraient un budget de 1 milliard d'euros. Tout cela appelle des suites de notre part.

Cette période de combat difficile, avec les ordonnances qui viennent d'être votées à l'Assemblée nationale, peut créer de la désespérance. Il y a donc besoin de soutenir, d'aider à développer ces batailles, d'échanger avec les acteurs de ces luttes.

Et il y a besoin de proposer une initiative politique s'inscrivant dans la construction d'une alternative à la politique de Macron.

Or, force est de constater qu'à gauche, pour l'instant, cette perspective ne prend pas encore forme et ne fait pas partie du paysage pour les forces sociales et pour les citoyens de gauche qui contestent la politique de Macron.

Aussi, c'est bien dans l'objectif de construire cette alternative que nous avons décidé de nous engager dans une campagne de riposte à la casse sociale de Macron et engager le pays dans une nouvelle phase de progrès social lors du dernier Conseil national.

Face à la cohérence du projet de société et comme je l'ai dit plus haut aux annonces multiples et rapides du gouvernement pour casser notre modèle social, il s'agit de répondre par la construction de solutions cohérentes et convergentes de progrès social.

Il s'agit de mettre à disposition du plus grand nombre d'actrices, acteurs en luttes, des élus, des responsables syndicaux, de collectifs associatifs, de citoyens engagés dans des actions ou initiatives locales..., la possibilité de faire front ensemble et de porter leurs solutions, de mettre à disposition un moment de convergence de construction avec l'organisation des états généraux le 3 février.

Pour réussir cette campagne et les états généraux, nous avons à disposition les cahiers du progrès social sur chacun des axes. Toutes les fédérations les ont récupérés le 18 novembre.

Il s'agit en priorité d'engager des échanges avec ceux et celles avec qui nous sommes en contact dans les luttes qui se mènent en ce moment, de présenter cette campagne et les propositions du PCF, et leur proposer de contribuer en donnant leur avis, leurs solutions, et de participer aux états généraux.

Partons des luttes en cours, prenons des initiatives ou poursuivons celles déjà engagées pour les valoriser et les faire converger le 3 février : je pense à l'appel de Grigny, à l'appel pour un plan d'urgence dans les Hauts-de-France, comme aux batailles très nombreuses pour l'hôpital public, La Poste, le ferroviaire, le droit au logement, le contre budget présenté par nos députés, la bataille contre l'évasion fiscale, celle pour sur l'industrie, notamment Alstom. À ce sujet, un petit groupe de travail s'est mis en place et propose de lancer un appel qui pourrait être signé très largement et diffusé le 11 janvier devant les 11 sites d'Alstom avant le 18 janvier, date du CCE qui

doit délibérer sur la fusion/absorption par Siemens.

Nous pouvons dans chaque fédération choisir un axe qui correspond à des enjeux locaux, des batailles politiques déjà engagées et qui peuvent rassembler, où nous avons des points d'appui, des élus. Il s'agit d'associer dans cette campagne l'ensemble de nos parlementaires et les élus travaillant sur ces questions.

Nous voulons donner une visibilité nationale à cette campagne, car comme le disait un camarade, le 18 novembre, nous prenons beaucoup d'initiatives dans nos localités mais nous avons du mal à en faire une force nationale.

Aussi, un site pour animer cette campagne sera actif dès lundi prochain. Aurélie Biancarrelli-Lopes nous le fera découvrir en fin de matinée. Sachons le faire connaître, le faire vivre et en faire un outil national commun.

Concernant le déroulement des états généraux, nous proposons de les organiser en deux moments : le matin un atelier par thème et l'après-midi une rencontre plénière. Ces ateliers, que nous allons tenir en Hauts-de-Seine, dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et à Paris, pourraient être coordonnés par un-e responsable national-e, un-e parlementaire, et un-e secrétaire de fédération ou de section.

Il s'agirait de privilégier la parole à des acteurs -actrices de luttes, « d'experts du quotidien », de donner à voir l'expression d'appel locaux, de motions, de pétitions... avec l'objectif de travailler à la construction de fronts d'action permettant des débouchés politiques.

C'est certes très ambitieux comme projet mais n'est-il pas de notre responsabilité d'ouvrir une perspective politique dans cette période ?

Je souhaite maintenant, de façon concrète et précise, aborder la feuille de route en vue de notre congrès, proposer une méthode pour sa mise en œuvre.

Le premier thème porte sur les luttes et le combat communiste aujourd'hui.

Il s'agit, d'avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet communiste du 21^e siècle, en l'alimentant de la mise en action de nos grands axes de bataille. Il s'agit bien là-dessus de se mettre en action et en réflexion sur les grands axes du projet communiste, en leur donnant du sens, en travaillant à la cohérence d'ensemble.

Nous proposons de mettre en place des équipes de travail sur chacun des thèmes retenus. Les camarades en charge de les animer seront mobilisés, travailleront en lien étroit avec chacun des secteurs de travail du CN concernés, et avec le souci constant d'associer les communistes, en utilisant tous les outils, notamment numériques à leur disposition.

1. Concernant les états généraux du progrès social que j'ai évoqués dans la première partie de mon introduction, Igor Zamichiei et moi-même sommes chargés d'en assurer la préparation, en s'entourant d'une équipe : secteurs, parlementaires, secrétaires départementaux et de section... Je ne reviens pas dessus.

En lien avec ce travail et cette démarche des états généraux, pourrait voir le jour une expertise de la politique Macron, son calendrier, sa logique. Cette expertise serait coordonnée par Olivier

Dartigolles, qui publie en décembre un livre sur le sujet, intitulé « Macron, la démolition ».

2. Concernant les assises de l'écologie, dont la préparation serait coordonnée par Hervé Bramy et le secteur écologie, l'objectif sera, dans une démarche identique de construction d'équipe et de réseau, d'assurer la préparation de nos assises du mois de mai.

Ce travail concerne le secteur écologie mais gagnerait, vu l'ampleur et l'étendue des enjeux, à être le plus transversal et interdisciplinaire possible, associant tous les secteurs et compétences qui sont susceptibles d'être concernés et d'apporter leur contribution.

Les communistes l'ont placé dans les 3 sujets à leurs yeux primordiaux pour construire notre projet communiste du 21^e siècle. Elle irrigue beaucoup notre travail dans les communes, les collectivités locales, dans les assemblées élues...

Il y a toujours, dans le regard que portent sur nous les gens, un divorce entre communisme et écologie.

Les assises doivent donc nous faire basculer de manière visible pour la société dans une nouvelle époque du Parti communiste sur ces questions. Et être à même de produire un document de référence, marquant notre apport et nos avancées.

Si bâtir un tel document consistera certes à acter les points de convergence entre nous, il s'agira surtout d'instruire et trancher ces débats.

3. Concernant le droit des femmes, le travail consistera là aussi à ce que l'exigence d'égalité et la lutte contre les violences sexistes deviennent un point de repère une exigence du projet communiste de notre temps, en en développant tous les aspects, des violences sexistes jusqu'à l'exigence de l'égalité salariale et de toutes les inégalités qui frappent en premier lieu les femmes.

Nous proposons de confier l'animation de ce chantier à Laurence Cohen et Hélène Bidard.

4. Je propose qu'Alain Hayot et Elsa Faucillon travaillent aux avancées et aux actions dans le domaine de l'art, la culture et l'éducation populaire avec notre préparation de notre convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire les 29 et 30 septembre.
5. Le chantier de la paix, la lutte pour la paix, en vue des prochaines mobilisations nationales du 22 septembre et du centenaire de la Première Guerre mondiale, le 11 novembre 1918, serait confié au secteur international, sous la responsabilité de Laurent Péréa.
6. Nous engagerons également une campagne nationale pour les communes et l'égalité des territoires dans la République, la démocratie.

Le sujet est décisif, au cœur du projet libéral d'Emmanuel Macron. De nombreuses luttes, notamment l'appel de Grigny impulsé par Philippe Rio, Gilles Leproust, Yasmine Boudjenah, se développent, les maires protestent à juste titre contre la réduction de leurs moyens et prérogatives. L'appel de l'Anecr et de son président, Patrice Bessac, en est un signal.

Les batailles institutionnelles sur les territoires et la métropolisation vont connaître de nouveaux développements, notamment le 12 décembre lors de la conférence des territoires.

Nous avons à mener un travail de propositions alternatives en lien avec tous nos élu-e-s. Les rencontres Niemeyer du 29 janvier sur la métropolisation, coordonnées par Isabelle Lorand, seront l'occasion de mettre en cohérence notre contribution.

Par ailleurs, le pouvoir va accélérer la réforme des institutions. Nos deux groupes parlementaires rendront publique une expression sur ces enjeux au mois de janvier. Le colloque sur la réforme constitutionnelle, le 5 mars, animé par Éliane Assassi et André Chassaigne, constituera un moment fort de cette bataille.

Il nous faudra bien sûr coordonner l'ensemble de ce travail.

7. Notre action sur les solidarités concrètes serait animée par Thierry Aury, avec l'ambition d'en faire une pratique régulière des communistes sur tout le territoire. Thierry travaillerait, en s'entourant d'une équipe, à leur impulsion, leur mise en cohérence politique, leur visibilité.
8. La lutte contre le racisme sera également un des grands axes du projet communiste de notre temps.

L'actualité, malheureusement, est marquée par les tentatives de division, d'instrumentalisation politique (je fais référence aux récents propos de Valls) de tensions qui, je pense, desservent la lutte contre le racisme.

Dans le mouvement antiraciste, et aussi dans le Parti, existent des débats importants. Nous devons les dépasser pour servir encore mieux ce combat.

Nous tiendrons au printemps une journée de travail de tout le Parti. La commission antiraciste animée par Fabienne Haloui a engagé une série d'auditions de toutes les organisations antiracistes. La commission de lutttes contre les discriminations produit également un travail. Ces deux commissions alimenteront cette journée et notre réflexion et décisions de congrès.

9. Après le succès des deux premiers états généraux de la révolution numérique, nous tiendrons, les 9 et 10 mars, la 3^e édition de cette manifestation sur le thème de «repreons le pouvoir».
10. Il s'agit sur tous les terrains et enjeux de la Révolution numérique de disputer le pouvoir au capitalisme, en s'appuyant sur les contradictions qu'elle génère et sur les possibles qu'elle ouvre. Yann Le Pollotec en assurerait la coordination.

Je conclus sur ce premier point en précisant que nous aurons, à partir de ce foisonnement d'initiatives, de débats et de contributions, à mener une réflexion globale sur le sens de notre projet communiste en vue de l'élaboration de la base commune. Je propose que ce soit Guillaume Roubaud-Quashie qui anime le travail en ce sens.

Le deuxième thème à l'ordre du jour concerne notre démarche de rassemblement dans la société française.

Nous nous sommes donné un double objectif.

D'abord produire un document d'analyse sur l'état de la société française d'aujourd'hui

notamment les conditions de la lutte des classes. Ce travail se ferait sous l'impulsion de Marc Brynhole, qui pourra s'appuyer sur l'apport de la fondation Gabriel-Péri et son président Alain Obadia, Espaces Marx et son président, Yann Le Lann, l'équipe de la revue « Cause commune ».

Ensuite, mettre sur pied une proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle.

Ce travail serait coordonné par Pierre Laurent, avec une équipe composée de Eliane Assassi, Patrice Bessac, Frédéric Boccara, Céline Brulin, Marie-Christine Burricand, Hélène Cillière, Pierre Dharréville, Olivier Dartigolles, Frédérick Genevée, Colette Gergen, Céline Malaisé, Corinne Matignon, Christian Picquet, Lydia Samarbakhsh et Pascal Savoldelli.

Cette équipe produira un premier document de discussions et l'avenir de notre démarche pour fin janvier ou début février.

Le troisième thème porte sur les transformations du Parti.

Il s'agit de définir l'organisation que nous devons être et les transformations concrètes pour y parvenir.

- Le Parti et les classes populaires, au travail comme dans la cité. Je propose que ce travail soit animé par Cécile Dumas et Jacques Maréchal ;
- les nouveaux modèles d'organisation dont nous avons besoin, qui pourraient être animés par Emilie Lecroq et Vincent Bouget ;
- notre politique de formation serait pilotée par Guillaume Roubaud-Quashie ;
- le travail sur notre communication pourrait être animé par Fabien Gay et l'équipe de communication dont Julia Castanier ;
- la conception et le rôle de nos directions : je propose que Gilles Ravache et Nathalie Simonnet pilotent ce travail. Ils pourraient commencer par une évaluation critique de notre travail de direction.

Le travail d'ensemble se ferait sous la coordination d'Émilie Lecroq, dans un dialogue et une mobilisation constante des fédérations à partir de leurs expériences, des attentes de leurs adhérent-e-s.

Le quatrième chantier concerne les élections européennes

Il s'agit, comme nous l'avons exprimé le 18 janvier, de définir le sens de notre campagne en 2019 et le type de listes que nous voulons construire.

Ce travail débouchera sur un Conseil national élargi, qui se tiendra les 30 et 31 mars, une semaine après la date initialement retenue, à cause d'une réunion du bureau exécutif du PGE à cette date-là : cette réunion prendra de premières décisions d'orientation et ferait des propositions, notamment un calendrier d'élaboration et de validation de nos listes (in fine par le CN).

Il faudra tenir compte des modifications du mode de scrutin décidées par le gouvernement (le

retour à des listes nationales, avec 3 % exigés pour le remboursement et 5 % pour l'éligibilité).

Je propose qu'Anne Sabourin et Vincent Boulet animent l'équipe sur le sujet, avec Patrick Le Hyaric et Marie-Pierre Vieu.

La méthode de travail sera elle aussi décisive pour que ce congrès soit réellement extraordinaire et nous permette d'atteindre les objectifs que nous lui conférons : chaque équipe de travail, chaque animateur, fera appel au maximum de compétences, qui sont nombreuses dans le Parti, au sein du Conseil national, chez nos secrétaires départementaux, nos parlementaires, nos élus, nos militants.

Nous visons des élaborations collectives, où chaque individu communiste disposera, en permanence, des moyens et de la possibilité de s'informer de l'état d'avancée des questions, des choix, et pourra faire avancer la réflexion commune.

Ces outils numériques ont été présentés le 18 novembre aux animateurs-trices de section. Chaque équipe d'animation devra s'en saisir en ouvrant un chantier participatif.

Bien sûr toutes formes, que j'appellerai plus classiques, mais qui sont toujours pertinentes et efficaces, pourront être utilisées.

Un espace calendrier sera instauré sur le site pour recenser les dates, les rencontres, les débats, manifestation, état généraux, assises... qui auront lieu dans le cadre de la préparation du congrès.

Les animateurs-trices des chantiers, sur la page internet consacrée à chacun d'entre eux, produiront et mettront en ligne un texte d'orientation, pointant les attendus du sujet, les lignes de force, les points en débats, la nature des choix qui, selon eux, seront à faire. Ils auront dès lors la responsabilité d'animer le dialogue entre les communistes sur le site.

À intervalle régulier, ils auront aussi la responsabilité de produire et mettre à disposition des moments de synthèse ou d'étape, à partir desquels le débat se déploiera à nouveau et où chacun pourra vérifier les avancées de nos élaborations collectives.

Comment dans ces conditions, dans cette préparation inédite d'un congrès du PCF, penser le rôle des commissions statutaires ?

Concernant la transparence des débats, le travail se fera de fait à partir du site : aussi, je propose que Yann Le Pollotec l'anime avec une équipe composée d'un responsable désigné par chacun des chantiers.

Sur le site, une newsletter du congrès sera publiée qui fera le point sur les avancées des débats. Celle-ci sera hebdomadaire et débutera le jeudi 14 décembre.

Naturellement chaque camarade gardera la possibilité d'entrer dans le débat du congrès comme il le souhaite et de produire des contributions « hors chantiers ». Elles seront rassemblées dans un même espace du site.

Ce travail de foisonnement d'idées, de portes d'entrée multiples, d'appropriation en temps réel, débouchera sur l'adoption d'une base commune, rédigé à partir du travail produit dans les chantiers. Ce sera l'objet du Conseil national des 2 et 3 juin, qui ouvrira la phase statutaire du

congrès.

Je vous propose que la commission chargée de la rédaction de la base commune soit élue par un Conseil national réuni les 11 et 12 février, soit après le lancement de tous les chantiers de travail.

Enfin, concernant la commission des candidatures, les fédérations auront, conformément aux statuts, à désigner leur représentant qui y siègera. Je vous propose qu'elle soit mise en place, avec l'élection de la délégation de notre direction, au Conseil national des 2 et 3 juin.

Donc, pour terminer, notre calendrier des réunions de notre instance dirigeante et leur ordre du jour :

- **Les 10 et 11 février** : faire le point sur l'avancée des débats de chaque chantier, présentation et échanges à partir du document de travail sur bilan et avenir de notre démarche. Élection de la commission de la base commune.
- **Les 30 et 31 mars**, nouveau point sur les avancées du congrès et le travail sur les enjeux européens et les élections européennes.
- **Les 2 et 3 juin**, adoption de la base commune et lancement de la phase statutaire du congrès, avec mise en place de la commission des candidatures.

Conseil national du PCF – 1^{er} décembre 2017

Résumé de la discussion

Deme Amadou – Essonne

Je suis satisfait de la démarche qui a été initiée, car elle a permis d'impliquer un nombre très important de communistes dans la préparation de leur congrès et a débouché sur des débats riches et utiles. La feuille de route adoptée sera évidemment mise en oeuvre et déclinée en Essonne au travers d'initiatives s'inscrivant dans les pistes de travail proposées mais pas exclusivement. En effet, les communistes du département se sont fixés comme objectifs de recueillir 40 000 contacts, d'effectuer 16 000 porte-à-porte et de réaliser 700 adhésions à l'horizon juin 2018. Ces objectifs sont d'autant plus ambitieux que, si la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique ne cessent de croître dans toutes les couches de notre société, celle-ci est particulièrement forte dans les quartiers populaires qui constituent le coeur de notre électorat. C'est pourquoi, nous s'inspirant notamment de la belle « bataille Opievoy » menée conjointement avec nos camarades des Yvelines l'année dernière, nous pensons atteindre ces objectifs en amplifiant la mobilisation des communistes sur le front des luttes concrètes déjà engagées (contre la baisse des APL ventes solidaires, défense des hôpitaux de proximité, contre la fermeture des bureaux de Poste, etc.), travaillant ainsi à faire identifier le PCF dans l'opinion comme « Le Parti des services publics ». Du reste selon moi, les débats que nous avons au Conseil National doivent s'ancrer davantage dans ces combats « du quotidien » et, à cet égard, la multiplication des échanges d'expériences entre communistes est indispensable. A cette fin, je souhaite que soient agendées des réunions de travail plus nombreuses et plus régulières des secrétaires départementaux et que soient favorisées les rencontres entre secrétaires et animateur-tri-ces de section.

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Le congrès Fédération Métallurgie CGT pose une exigence pour le Parti d'être à la hauteur. Les syndiqué-e-s CGT sont très clairs sur la nécessité du dépassement du capitalisme. Ils n'attendent qu'une chose, c'est un parti qui relaie leur combat dans les boîtes. Ce parti doit avoir un discours aussi clair que le leur. Aujourd'hui nous ne sommes pas visibles pour nombre de ces syndiqués. Alors qu'ils sont demandeurs d'espace de réflexion commun avec des organisations politiques. Très localement. C'est un enjeu majeur pour le PCF car les syndiqués CGT peuvent être de très bons relais de notre projet dans les boîtes (650 000 adhérents CGT) ; les syndiqués CGT sont d'origines plus multiples que ce qu'on trouve dans le Parti. C'est une opportunité. Ils nous attendent. Sachons être présents.

Nathalie Marchand – Somme

Le coût des mesures d'exonération de cotisations sociales, 37,3 millions d'euros en 2017, sans compter les 20 millions d'euros/an du CICE du pacte de responsabilité, les politiques libérales poursuivies par Macron et son gouvernement s'inscrivent dans un désengagement financier des employeurs en forçant le recul des cotisations prélevées sur la richesse créée par notre travail en favorisant un transfert vers l'impôt (CSG-CRDS-TVA). Cette politique accroît des dividendes au détriment du financement de la Sécurité sociale. Ainsi, la question des salaires et de l'emploi est

inévitablement un axe fort à aborder dans nos cahiers pour notre congrès. Faire une proposition forte sur la protection sociale et la Sécu, pour un nouveau progrès social pour la France, pour un autre budget pour la France. Faisons le rêve révolutionnaire de transformer la société pour une autre utilisation des richesses. Combattre la théorie du ruissellement du programme économique du tandem Macron-Philippe est une urgence, à prendre en compte dans l'organisation de nos débats.

Sarah Misslin – Val-de-Marne

Besoin d'une politique commune, forte et déterminée, pour régler l'accueil et le logement des Roms. Chaque maire agit comme il le souhaite. « Impossible » ! Travail en étroite collaboration avec les élus pour établir un rapport de force avec l'État -17 000 personnes 0,003 % de population française. L'expulsion n'est jamais une solution. Droit de détresse supérieur à la loi. Nécessité d'obtenir des réponses pérennes.

Sonia Masson – Paris

En revenant sur l'assemblée nationale du 18 novembre, je déplore la mainmise des membres du CN sur le débat en plénière. En particulier en ce qui concerne Paris. Je m'inquiète d'un fossé toujours plus profond entre base agissante et direction coupée du combat de terrain. De quel congrès avons-nous besoin ? Des débats contradictoires et sans tabou sur les grandes questions d'aujourd'hui, une méthode critique et démocratique. Nous avons besoin de sens. Les cahiers du progrès social sont vus par les militants comme didactiques et discutables. La démocratie, à l'intérieur du Parti et pour la préparation du congrès, est à renouveler.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Assises du progrès social : c'est une bonne démarche qui permet de rassembler à la base, à partir des idées. Un regret : on a oublié les questions du pouvoir d'achat. Le Parti devrait décider d'une bataille nationale pour exiger l'augmentation du SMIC de 100 euros au 1^{er} juillet. Bataille concrète, gagnable et qui permettrait de causer de notre souhait du SMIC à 1 700 euros. Sur la préparation du congrès, ne pas occulter la crise de confiance. Dire fortement et clairement qu'un rebond au PCF est possible. Ne pas louper la phase « expérimentation » en étant meilleur sur la hiérarchisation de nos priorités nationales pour éviter l'éparpillement.

Vincent Bouget – Gard

De nombreux camarades présents le 18 novembre sont ressortis avec beaucoup d'enthousiasme. Le travail en ruches avec restitution en direct a beaucoup apporté au travail collectif. Nous avons besoin de faire diffuser cet élan dans le Parti où règne encore un peu de doute. Une des raisons de ce doute est notre difficulté à être visible, à apparaître comme une force politique qui compte, quand nombreux sont ceux qui veulent nous marginaliser. Ne peut-on pas travailler à une adresse au peuple de France ou plus particulièrement à ceux de qui nous voulons être le parti ? Une adresse pour dire ce que nous sommes en train de faire avec ce congrès extraordinaire, pour leur

dire qu'ils ont leur place dans le débat, pour dire la nécessité d'une visée communiste de notre temps. Une telle adresse, relayée partout localement au même moment, donnerait de la visibilité et du souffle.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Nous traversons un moment de grandes difficultés : la plus grande vague de contre-réformes sociales depuis la Libération, et ce bien que Macron ne soit pas majoritaire sur sa politique dans le pays.

La reconstitution d'un rapport de forces doit se concevoir dans la durée.

Notre parti possède une responsabilité majeure, par son enracinement militant, son réseau d'élus et la cohérence de ses propositions. Nous sommes aujourd'hui sans alliés politiques de poids, pas sans espace d'action.

Fixons-nous donc le défi d'un redéploiement à un triple niveau.

D'abord, en ouvrant des fronts de lutte sur un seul point, là où il est possible de marquer concrètement des points. Par exemple pour répondre au gigantesque choc social que représente la suppression des emplois aidés.

Ensuite, en retrouvant le chemin de batailles politiques de masse : la sécurité-emploi-formation peut ainsi devenir une réponse à la hauteur de l'attaque dont la protection sociale, dans toutes ses dimensions, va faire l'objet sur l'année qui vient (à envisager pétition de masse, meetings, actions dans les territoires).

Enfin, en portant une plate-forme qui, partant des terrains de confrontation avec le macronisme, dessine la cohérence d'un début de politique alternative.

L'enjeu est, au fond, de compléter nos diverses actions de terrain de la reconquête d'une visibilité nationale.

Pierre Laurent – Paris

Sur les états généraux du progrès social

- Nous avons la question de la perspective politique ?
- Beaucoup de luttes qui s'épuisent sur l'absence de perspectives politiques.
- Macron va continuer à détruire les repères : ex. le député socialiste qui devient ministre.
- Macron a une stratégie :

Le développement de luttes de contestation avec l'idée que d'autres choix sont possibles progresse et, en même temps, faire prendre conscience qu'il y a des alternatives politiques.

C'est difficile à faire. Les projets où l'on peut réagir sont nombreux. Macron fait feu de tout bois.

Le pays résiste dans ses profondeurs.

- L'opposition :

PS : en désarroi. Rien ne dit que le PS soit capable de sortir de sa crise de manière positive.

FI : non alliance avec qui que se soit.

M1717 : difficile de voir aujourd'hui où ce mouvement va.

Les syndicalistes sont aujourd'hui en mode distant avec les partis, y compris avec le nôtre.

Besoin de produire un travail de conviction, pour faire converger les luttes et ouvrir des perspectives.

Cela nécessite un travail de toutes et tous pour la réussite de notre initiative du 3 février.

Besoin d'un ancrage populaire.

Besoin de travailler sur la forme de la journée.

Paul Barbazange – Hérault

Nous ne pouvons nous contenter de la mise bout à bout d'idées différentes comme dans ce CN. Nous avons besoin d'une stratégie nationale. La base commune doit permettre à chacun de s'y retrouver. Cela n'a pas été le cas lors des précédents congrès d'où une adoption finale à 52 %. « Le bilan de la période écoulée » doit être fait, tourné vers l'avenir. L'état actuel interroge nos choix stratégiques passés. C'est une rigoureuse mise à jour dont nous avons besoin. Sa simple mention dans la feuille de route est une grande faiblesse. Aujourd'hui il doit être retenu de façon explicite dans notre relevé de décisions. Il ne s'agit pas de trancher toutes les contradictions, pointons-les, caractérisons-les, commençons à modifier dans la continuité de ce qu'est le PCF depuis 1921. Pour la justice sociale, la paix, l'avenir écologique, nous avons beaucoup à dire, à faire parce que communistes.

Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

On a peiné à mobiliser contre la loi travail XXL, les ordonnances Macron. Mais il ne faut rien lâcher, il y a des offensives terribles envers les jeunes : baisse des APL, la sélection à l'université, la réforme des lycées, etc. En 6 mois, Macron a déjà mis en place des choses catastrophiques pour les jeunes. Le MJCF travaille une rentrée de janvier offensive pour qu'on puisse être le plus nombreux possible dans la rue ! Il y a un vrai enjeu sur les questions de jeunesse, il faut donc que ça soit au cœur du congrès, que notre parti soit tourné vers la jeunesse et que nous ayons une intervention forte.

Pierric Annot – Hauts-de-Seine

Le PCF doit être bien plus offensif sur l'antiracisme. L'offensive réactionnaire qui va de l'extrême droite à Valls vise à exclure du champ républicain les forces de transformation sociale. Ils nous

confisquent la République, instrumentalisent la laïcité pour désigner les nouveaux ennemis de l'intérieur et « leurs complices ». Un nouvel antiracisme politique s'affirme. Il se construit sans nous et en dehors de nous. Il est temps de passer des incantations sur la mobilisation des catégories populaires à la réalisation concrète. Travaillons et approprions les concepts de racisés, d'intersectionnalité. Prenons une initiative nationale antiraciste, de refus de laisser enfermer cette question dans un débat identitaire et religieux. Quand la réalité ultraviolente vécue par des millions de racisés dans notre pays ne fait jamais l'objet d'une initiative d'ampleur du PCF, comment alors s'étonner de l'éloignement des catégories populaires de notre organisation ?

Raphaël Debu – Rhône

Il y a un besoin de cadrage méthodologique, de clarification des attendus des chantiers et du calendrier. L'objet final doit être spécifié, texte-bible ou texte court et percutant ? La construction collective est essentielle et il nous faut donc formaliser le cadre « légitime » d'élaboration collective de la base commune. A ce titre, l'outil informatique peut être démobilisateur, en individualisant l'apport des camarades. Donc, cadre national ou dans les sections ? Enfin, plutôt que de s'éparpiller en 15-20 campagnes, se concentrer sur une seule (allez, maximum 3).

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

Enjeux de la réussite de la campagne « Progrès social » : une bonne réponse à la situation 18 novembre. Le débat en ruches a permis de lever certaines divergences et de converger vers une feuille de route plus rassembleuse. Mais il aurait fallu dissocier le vote en deux : sur la démarche et sur le calendrier. Beaucoup de camarades ont voté contre alors qu'ils en approuvaient la démarche (mais pas le calendrier). Le choix du temps long risque de flétrir l'enthousiasme qui a marqué l'AN du 18/11. Les communistes veulent rebondir rapidement, sans pour autant se précipiter. En tenant le congrès fin 2018, nous risquons de passer à côté d'un certain nombre de RDV. Les chantiers ouverts sont ambitieux et pertinents, ils n'aboutiront, de façon définitive, pas plus en un an qu'en six mois. Le congrès en novembre risque en plus d'être monopolisé par les européennes d'une mauvaise manière, autour d'un choix binaire avec JLM (qui ne veut pas de nous) ou pas ? Les européennes vont être très structurantes dans le mouvement de décomposition/recomposition du champ politique en France et en Europe. Macron organise le débat entre 2 pôles : eurobéats et eurosceptiques. JLM joue parfaitement le jeu en essayant de prendre l'hégémonie du pôle eurosceptique. Nous devons dès maintenant ouvrir la discussion sur l'espace que nous voulons occuper en articulant 2 questions : les contenus et les alliances. Le calendrier que nous avons choisi ne joue pas en faveur d'une maîtrise de ces deux questions, qui pourraient bien nous péter à la figure fin 2018, à la veille de l'échéance.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

Je ne sens pas des communistes mais des militant-e-s en doute, en exigence qui cherchent à être plus efficaces. Nous avons la responsabilité de favoriser l'appropriation des défis de la feuille de route du 18 novembre de les mettre en partage et de favoriser les engagements les plus larges. Sur les assises de l'écologie, il s'agit bien sûr d'inscrire cet enjeu politique à part entière dans le projet communiste, au cœur des enjeux de classe et vecteur d'accroissement des inégalités

sociales et environnementales, mais il s'agira aussi de lever la contradiction entre l'exigence exprimée dans les consultations et la mise en mouvement des communistes eux-mêmes. La préparation des assises sera ouverte à tou-te-s militant-e-s, responsables et j'insiste les élu-e-s. Il nous faut traiter cette question de façon transversale, c'est incontournable, mais également de façon spécifique. L'outil numérique doit nous aider dans ce sens.

Vincent Boulet – Paris

Les élections européennes sont importantes à plus d'un titre. Elles seront révélatrices des rapports de force politique à une étape médiane du quinquennat, en France comme en Europe (place du projet Macron dans les évolutions de la bourgeoisie européenne, les recompositions en cours à droite alors que les barrières avec l'extrême droite tombent, l'éclatement de la gauche européenne). Les négociations du Brexit montrent les dangers pour les peuples : celui d'un accord qui s'assoit sur les droits du peuple irlandais qui risque de se retrouver coupé en deux. Le PCF a trois niveaux à articuler simultanément : la perspective historique (un projet européen axé sur l'Europe des peuples souverains et solidaires et sur un espace commun de paix et de coopération), les questions immédiates (austérité, services publics, modèle de développement conception de la monnaie unique) et la construction d'un espace politique articulant ces deux niveaux : le Forum de Marseille montre une disponibilité de forces de gauche en Europe. Cet espace doit être travaillé et consolidé.

Alain Guilbert – Corrèze

Retour sur le 18/11, temps imparti aux discussions en ruches trop court mais les débats ont été riches et tous les participants ont pu s'exprimer. Après-midi pas assez de temps pour les animateurs de section de prendre la parole. Trop de dirigeants nationaux ont pris la parole. Les états généraux du 3 février peuvent amener beaucoup dans le débat sur notre projet politique, mais le calendrier me semble trop serré. En Corrèze nous avons décidé d'avoir quatre chantiers animés par les membres de la direction départementale. Objectif de les élargir. Pour notre congrès travailler le bilan, les perspectives, les directions pour mettre en œuvre. Prioriser les débats avec les adhérents.

Alain Janvier – Seine et Marne

Mon intervention est plus de nature introductive que conclusive pour un conseil national. Je me limiterai à quelques points un peu en désordre. Premièrement, attention au débat en ruches. Il ne permet pas toujours de faire confronter les grandes options en présence. Deuxièmement, l'angle « entreprises » est très instructive pour tout le monde. Troisièmement, pour développer le débat dans l'entreprise, qui donne envie, pourquoi pas, d'y développer l'activité politique, il faut avoir en tête deux aspects : a) La révolution copernicienne opérée sur l'entreprise par les grands groupes industriels : il y a 80 ans, la production était le cœur de l'entreprise, aujourd'hui c'est une activité périphérique. Cette révolution est un choix de classe. b) Des pans entiers d'activités à caractère stratégique sont vendus ou démantelés (Alstom ou la filière « sécurité » en sont des exemples).

Conseil national du 1^{er} décembre 2017

Relevé de décisions

Le Conseil national du PCF, réuni le 1^{er} décembre 2017, prend acte des décisions prises par l'assemblée des animateurs et animatrices de section du 18 novembre 2017 pour la préparation du congrès extraordinaire, et convoqué le congrès national pour les 23, 24 et 25 novembre 2018.

Il aura à son ordre du jour, conformément à la feuille de route adoptée, qui prévoit de faire une évaluation de la période écoulée :

- les luttes et le combat communiste ;
- notre démarche de transformation et de rassemblement ;
- les transformations de notre parti ;
- la mise en campagne pour les élections européennes ;
- l'élection des directions.

Pour mener le travail de préparation, il a mis en place, au sein de la direction nationale, un dispositif d'animation de la feuille de route chargé d'élaborer un projet de base commune. Ce projet de base commune sera adopté lors d'un Conseil national, les 2 et 3 juin, après le travail des chantiers mis en place.

Pour organiser la transparence des débats, une commission avec les responsables de chantiers est mise en place pour animer ces travaux.